



**Centrale des syndicats
du Québec**

Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse

Nomination du Conseil des ministres

La CSQ insiste sur l'importance du dialogue social

Québec, le 20 octobre 2022. – La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) salue la nomination du nouveau Conseil des ministres et profite de l'occasion pour rappeler toute l'importance du dialogue social pour relever les défis qui attendent le Québec dans les prochains mois. La CSQ tend la main aux nouveaux ministres pour trouver des solutions et remettre les travailleuses et les travailleurs au cœur des prises de décision, tout particulièrement en plein contexte de pénurie de main-d'œuvre.

« Rarement a-t-il été si peu question d'éducation dans une campagne! Même constat d'ailleurs du côté de l'enseignement supérieur, de la santé et de la petite enfance, tout comme de la grande majorité des enjeux qui animent la CSQ et qui préoccupent nos membres au quotidien. Et pourtant, il y a tellement à faire! », fait valoir le président de la CSQ, Éric Gingras, tout en invitant le gouvernement à ne pas faire preuve d'arrogance dans ses relations avec les organisations syndicales malgré sa confortable majorité.

L'éducation, « la priorité des priorités »?

De très grands défis attendent le nouveau ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. Égalité des chances, dynamique de concurrence dans le système scolaire, mixité scolaire et sociale, mode d'attribution des services aux élèves à besoins particuliers, attraction et rétention du personnel, composition de la classe, organisation des services et leur mode de financement, sous-traitance, etc. sont à l'ordre du jour.

« Consulter les acteurs du réseau de l'éducation est une chose, mais nous écouter, nous comprendre et tenter de dégager des solutions qui impliquent tous les partenaires du réseau en est une autre! Et c'est exactement ce que nous attendons du prochain ministre de l'Éducation, d'affirmer Éric Gingras en réaction à la nomination de Bernard Drainville. Il y a de très grands défis à relever dans notre réseau et il faut des actions concrètes rapidement. Si telle est la volonté du nouveau ministre, elle sera donc bienvenue, et nous travaillerons en ce sens. »

La CSQ compte assumer pleinement son rôle de leader en éducation au Québec et veillera à ce que les décisions prises par le nouveau ministre placent le personnel et les élèves au cœur

du processus. Pour la Centrale, le Québec est mûr pour une bonne réflexion sur l'avenir du réseau. C'est d'ailleurs dans cette perspective que la CSQ organisera, plus tard cet automne, le Rendez-vous de l'éducation.

L'éducation supérieure, trop souvent ignorée

La CSQ déplore le fait que l'enseignement supérieur ait été relégué au second plan au cours des dernières années, malgré les nombreux enjeux qui animent le réseau, notamment la liberté académique. La CSQ voit donc d'un bon œil l'arrivée d'une nouvelle ministre en la personne de Pascale Déry.

« Il y a vraiment un leadership à prendre, la place étant vide, pour ainsi dire, depuis plusieurs mois déjà. Le réseau contribue pourtant à la formation de la main-d'œuvre, ce qui en fait donc un maillon essentiel pour pallier la pénurie de personnel. Quand on parle de relève, ça passe aussi par l'enseignement supérieur », de rappeler le président de la CSQ.

Remettre l'humain au cœur du réseau de la santé

Le gouvernement a fait le choix de dévoiler son Plan santé avant la campagne électorale, une stratégie qui lui a permis d'évacuer les discussions en campagne électorale... et de simplement rappeler qu'ils ont un plan. « Si le ministre Dubé insiste sur l'importance de remettre l'humain au cœur du réseau de la santé – ce qui est louable, bien entendu –, nous nous permettons de lui rappeler que, pour y arriver, il faut aussi remettre le personnel au cœur des décisions. Il faut prendre soin du monde qui prend soin du monde! », d'insister Éric Gingras.

Les défis quant à l'avenir du réseau de la santé sont nombreux et la CSQ est déjà à pied d'œuvre, notamment quant au déploiement du Plan santé, à l'éventuelle agence Santé Québec pour revoir la gouvernance du système de santé et à la place accrue du privé. Autant de préoccupations portées par la Centrale et pour lesquelles la vigilance sera de mise. Ajoutons aussi que la CSQ porte des revendications en faveur de l'instauration d'une assurance médicaments publique universelle ainsi que d'une assurance dentaire publique et universelle.

Des places de qualité dans le réseau de la petite enfance

Le plus grand défi de la nouvelle ministre de la Famille, Suzanne Roy, sera assurément la poursuite du développement de places de qualité dans le réseau des CPE et des milieux familiaux régis et subventionnés.

« Il y a là un enjeu d'équité sociale, mais aussi d'accès au marché du travail pour les femmes. Bien sûr, le contexte de pénurie de main-d'œuvre rend, là aussi, le développement et la progression du chantier difficiles. Il faut donc se pencher sur les mesures pour attirer la relève, tout en préservant la qualité des services. Pour la CSQ, il y a là un enjeu majeur. La prolifération des formations courtes fera donc partie de nos préoccupations, tout comme l'importance de privilégier les CPE dans la conversion des places des garderies privées non subventionnées », fait valoir le président de la CSQ.

L'équité salariale, il faut plus qu'en parler

« Il faut donner plus de mordant à la Loi sur l'équité salariale. En 2022, c'est vraiment le temps de régler ce dossier. Nous poursuivrons bien sûr nos représentations en ce sens, notamment

auprès du ministre du Travail, Jean Boulet, avec qui nous avons d'ailleurs eu l'occasion d'en discuter à plusieurs reprises », d'indiquer Éric Gingras.

Rappelons que le *membership* de la CSQ est constitué de plus de 80 % de femmes et que le dossier de l'équité salariale est un enjeu majeur, porté par les membres de la Centrale.

Toujours du côté du travail, la CSQ rappelle au ministre l'importance de mettre les travailleuses et les travailleurs au centre des décisions et d'être à l'écoute de leurs besoins, et non pas seulement de ceux de l'industrie. « C'est particulièrement vrai en plein contexte de pénurie et d'inflation. J'invite le ministre à être proactif de ce côté. Maintenir un climat sain est important pour que l'on puisse travailler ensemble à trouver des solutions pour pallier les défis de la pénurie. »

Conseil du trésor – Pour en finir avec le psychodrame des négociations

Sachant que les nouvelles rondes de négociations des conventions collectives du secteur public débutent ce mois-ci, le président de la CSQ invite la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, au plus grand sérieux dès le tout début des démarches. La Centrale rappelle que des réinvestissements sont incontournables dans les différents réseaux publics et que la pénurie affecte l'ensemble des catégories d'emploi.

« Il n'y a aucune raison de revivre continuellement le même psychodrame qui entoure, depuis trop longtemps, les négociations du secteur public. Les besoins sont là, et il faudra travailler en ce sens. À la CSQ, le dialogue social, nous y croyons, et c'est aussi vrai aux tables de négociation. Mais ça ne peut pas être à sens unique », prévient Éric Gingras.

– 30 –

Profil de la CSQ

La CSQ représente près de 215 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Twitter : [CSQ_Centrale](#)

Renseignements

Maude Messier
Attachée de presse de la CSQ
Cellulaire : 514 213-0770
Courriel : messier.maude@lacsq.org